



Toulouse, le 14 mai

NOUS NE PAIERONS PAS LEUR CRISE !

La crise sanitaire n'est pas finie. La crise sociale, elle, ne fait que commencer. Elle va être brutale. Les premiers plans de licenciement massif ont déjà été annoncés.

À Toulouse, après Daher c'est au tour de Derichebourg Aeronautics d'annoncer le licenciement probable de 700 travailleur·euses. Safran s'oriente vers des départs « volontaires » des salarié·e·s les plus âgé·e·s. Nous apprenons aujourd'hui 14 mai, qu'AIRBUS travaille à un plan de licenciement qui concernerait 10 000 travailleur·euses dans le monde.

Le patronat et le gouvernement veulent nous faire payer la crise : licenciement, mesure anti-sociales sur le temps de travail avec la loi d'état d'urgence sanitaire ; plan de soutien massif au patronat ; chômage partiel individuel ... et ce n'est qu'un début.

Ils nous rabattent les oreilles avec le « patriotisme économique », « l'union sacrée ». Ces dernières semaines le Capital n'a pensé qu'à une chose, ses profits, quitte à sacrifier des travailleur·euses ! Nous ne l'oublierons jamais ! Le Capital doit payer, pas les travailleur·euses. Nos intérêts ne sont pas les leurs. Aucune union sacrée patriotique n'est possible.

Plus que jamais le chacun pour soi est une impasse. Notre seule échappatoire est collective : la lutte et l'entraide.

Face à la crise, l'Union Départementale des syndicats CNT de Haute-Garonne cherchera à défendre au sein du mouvement social un carnet revendicatif immédiat à la hauteur de la situation :

- * Développement des services publics, notamment de la santé, sous le contrôle des travailleur·euses
- * Régularisation de tou·te·s les sans-papiers
- * Blocage du versement des dividendes
- * Droit de véto des travailleur·euses sur les licenciements
- * Abandon de la contre-réforme du chômage et mise en place d'une indemnité chômage pour tou·te·s les chômeur·euses sans condition contributive
- * Abandon définitif de la contre-réforme des retraites
- * Socialisation sous contrôle ouvrier, et si nécessaire reconversion, des entreprises qui ferment

Travailleur·euses soyons collectivement responsables : protection insuffisante = pas de travail ! Ne laissons pas les capitalistes détruire nos conquêtes sociales. Ne laissons personne sur le carreau. Ne laissons pas s'enraciner un État toujours plus autoritaire. N'abandonnons pas notre droit de manifester. Repassons à l'offensive !

QUE TU SOIS AU CHÔMAGE OU SALARIÉ·E·S, À LA RETRAITE OU EN FORMATION, NE RESTE PAS SEUL·E ! REJOINS TON ORGANISATION DE CLASSE, LE SYNDICAT !